

Dans le code M

69.102 Activités des notaires

69.103 Activités des huissiers de justice

Ainsi que les associations ou sociétés formées par ces personnes, quelle qu'en soit la forme.

Les activités reprises sous les codes 69.101, 69.109, 70.100, 70.210, 71.201, 75.000 à l'exception des starters.

O Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire

P Enseignement

Q Santé humaine et action sociale à l'exception des ateliers de travail adapté (88.104, 88.109, 88.992 et 88.995) et des autres actions sociales sans hébergement (88.911, 88.912, 88.919).

R Arts, spectacles et activités récréatives à l'exception des activités ayant principalement une finalité d'ordre commercial (90 à 93)

Dans le code S (Autres activités de services) :

— activités des organisations associatives (94)

T Activités des ménages en tant qu'employeurs; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre

U Activités des organismes extra territoriaux.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux aides à la protection de l'environnement.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

In code M

69.102 Activiteiten van notarissen

69.103 Activiteiten van deurwaarders

Evenals de door die personen gevormde verenigingen of maatschappijen, ongeacht hun vorm.

De activiteiten hernomen onder de codes 69.101, 69.109, 70.100, 70.210, 71.201, 75.000, uitgezonderd wanneer het om starters gaat.

O Openbaar bestuur en defensie; verplichte sociale verzekeringen

P Onderwijs

Q Menselijke gezondheidszorg en maatschappelijke dienstverlening, met uitzondering van de beschutte werkplaatsen (88.104, 88.109, 88.992 et 88.995) en de overige maatschappelijke dienstverlening zonder huisvesting (88.911, 88.912, 88.919).

R Kunst, amusement en recreatie met uitzondering van activiteiten die voornamelijk een commerciële finaliteit hebben (90 tot 93)

In code S (Overige diensten) :

— verenigingen (94)

T Huishoudens als werkgever; niet-gedifferentieerde productie van goederen en diensten door huishoudens voor eigen gebruik

U Extraterritoriale organisaties en lichamen

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende steun tot bescherming van het leefmilieu.

Voor de Regering :

De Minister-Voorzitter belast met Plaatselijke besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

MINISTÈRE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 1618

[C - 2009/31227]

30 AVRIL 2009. — Ordonnance modifiant l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public et l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale (1)

CHAPITRE I^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

CHAPITRE II. — Modifications à l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public

Art. 2. L'article 2 de l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public, est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois, les investissements visés à l'article 16, 7^o, et 17, 3^o, peuvent concerner des cimetières, columbariums ou crématoriums situés hors du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale pour autant qu'il s'agisse d'un bien appartenant à une commune ou une intercommunale bruxelloise. »

Art. 3. A l'article 5 de la même ordonnance, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 4. L'article 5bis de la même ordonnance, inséré par l'ordonnance du 27 juin 2002 et modifié par l'ordonnance du 23 février 2006, est remplacé par la disposition suivante :

« La partie de la dotation triennale d'investissement dont il est constaté qu'elle n'est pas utilisée pour des projets inscrits dans le programme triennal d'investissement visé à l'article 8 est ajoutée à la dotation triennale de développement en cours et est affectée à la subsidiation au taux de cent pour cent d'investissements visés à l'article 17, 4^o. »

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 1618

[C - 2009/31227]

30 APRIL 2009. — Ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen en de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (1)

HOOFDSTUK I. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen

Art. 2. Artikel 2 van de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De investeringen bedoeld in de artikelen 16, 7^o, en 17, 3^o, mogen betrekking hebben op begraafplaatsen, columbariums of crematoriums die gelegen zijn buiten het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, op voorwaarde dat ze eigendom zijn van een Brusselse gemeente of intercommunale. »

Art. 3. In artikel 5 van dezelfde ordonnantie, wordt het derde lid opgeheven.

Art. 4. Artikel 5bis van dezelfde ordonnantie, ingevoegd bij ordonnantie van 27 juni 2002 en gewijzigd door de ordonnantie van 23 februari 2006, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het gedeelte van de driejarige investeringsdotatie waarvan wordt vastgesteld dat het niet wordt gebruikt voor projecten die ingeschreven staan in het driejarig investeringsprogramma bedoeld in artikel 8, wordt gevoegd bij de lopende driejarige ontwikkelingsdotatie en aangewend voor de subsidiëring tegen honderd procent van investeringen als bedoeld in artikel 17, 4^o. »

Art. 5. A l'article 10 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les communes peuvent inviter les centres publics d'action sociale, les fabriques d'église et les consistoires à présenter leur programme triennal d'investissement s'il n'a pas été transmis avant le début du triennat ou à modifier leur programme triennal d'investissement en cours de triennat. »

2° dans le texte français de la première phrase du § 3, le mot « quatre-vingt » est remplacé par le mot « quatre-vingts ».

Art. 6. L'article 13 de la même ordonnance est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Elle fait l'objet d'un engagement comptable par commune dès le début du triennat. »

Art. 7. A l'article 14 de la même ordonnance, modifié par l'ordonnance du 27 juin 2002, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « aux communes » sont abrogés et les mots « ou du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire » sont insérés entre le mot « urbanisme » et les mots « , arrêtée par le Gouvernement »;

2° à l'alinéa 2, le mot « communes » est chaque fois remplacé par les mots « personnes visées à l'article 4 »;

3° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le montant de la dotation triennale de développement fait l'objet d'un engagement comptable par enveloppe de projets qui sont proposés par le Gouvernement aux personnes visées à l'article 4, dès la répartition de la dotation par le Gouvernement. »

Art. 8. A l'article 16 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 1°, b), les mots « , pour autant que ce dernier implique un renouvellement des fondations et sous-fondations, en ce compris les soutènements indispensables » sont abrogés;

b) le 1° est complété par un d) rédigé comme suit :

« d) l'aménagement de la voirie en vue d'augmenter la perméabilité des revêtements et du sol, l'augmentation de la biodiversité, l'utilisation de matériaux à faible impact écologique. »;

c) dans le 3°, a), les mots « , si le terrain est compris dans une aire de verdoisement prioritaire du Plan régional de développement ou si celui-ci prévoit la création d'un espace vert à cet endroit » sont abrogés;

d) dans le 6°, les mots « l'acquisition et l'installation d'œuvres d'art » sont remplacés par les mots « l'acquisition, l'installation et la restauration d'œuvres d'art ».

Art. 9. A l'article 17 de la même ordonnance, modifié par l'ordonnance du 19 décembre 2008, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° la construction et la rénovation des bâtiments, en ce compris leur acquisition, affectés à la gestion et à l'entretien des cimetières, des columbariums et des crématoriums ou affectés aux cérémonies funèbres; ».

Art. 10. L'article 19 de la même ordonnance est complété par les mots « à condition que les investissements auxquels elles se rapportent soient effectivement réalisés. »

Art. 11. L'article 20 de la même ordonnance est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20. — Ne sont pas subsidiables en vertu de la présente ordonnance, les travaux et études qui sont subsidiables en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers ou en vertu du chapitre V du Titre V du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire, ainsi que les travaux et études qui se rapportent à des biens du patrimoine immobilier qui font l'objet d'une procédure de classement. »

Art. 5. In artikel 10 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt aangevuld met een lid, luidende :

« De gemeenten kunnen de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de kerkfabrieken en consistories uitnodigen om hun driejarig investeringsprogramma in te dienen als het niet werd overgemaakt voor de aanvang van de driejarige periode of om hun driejaarlijks investeringsprogramma te wijzigen tijdens de driejarige periode. »

2° In de Franse tekst van de eerste zin van § 3 wordt het woord « quatre-vingt » vervangen door het woord « quatre-vingts ».

Art. 6. Artikel 13 van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Ze maakt het voorwerp uit van een boekhoudkundige vastlegging per gemeente bij de aanvang van de driejarige periode. »

Art. 7. In artikel 14 van dezelfde ordonnantie, gewijzigd door de ordonnantie van 27 juni 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « aan de gemeenten » opgeheven en worden de woorden « of van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening » ingevoegd tussen het woord « stedenbouw » en de woorden « , en die betrekking »;

2° in het tweede lid, wordt het woord « gemeenten » telkens vervangen door de woorden « rechtspersonen bedoeld in artikel 4 »;

3° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Het bedrag van de driejarige ontwikkelingsdotatie maakt het voorwerp uit van een boekhoudkundige vastlegging per projectenveloppe, waarbij de projecten door de Regering worden voorgesteld aan de personen bedoeld in artikel 4, vanaf de verdeling van de dotatie door de Regering. »

Art. 8. In artikel 16 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in punt 1°, b), worden de woorden « voor zover dit laatste een vernieuwing inhoudt van de funderingen en onderfunderingen, met inbegrip van onmisbare steunen » opgeheven;

b) punt 1° wordt aangevuld met een d), dat luidt als volgt :

« d) de aanleg van de wegenis met het oog op een verbeterde doorlaatbaarheid van het wegdek en de bodem, op een verbetering van de biodiversiteit, op het gebruik van materialen met een kleine ecologische impact. »;

c) in punt 3°, a), worden de woorden « indien het terrein gelegen is in een gebied voor prioritaire ingroening op het Gewestelijk ontwikkelingsplan of indien dit plan voorziet in de aanleg van een groene ruimte op die plaats » opgeheven;

d) in punt 6° worden de woorden « de verwerving en de installatie van kunstwerken » vervangen door de woorden « de verwerving, de installatie en de restauratie van kunstwerken ».

Art. 9. In artikel 17 van dezelfde ordonnantie, gewijzigd door de ordonnantie van 19 december 2008, wordt punt 3° vervangen door wat volgt :

« 3° de oprichting en de renovatie van gebouwen, inclusief hun verwerving, bestemd voor het beheer en het onderhoud van begraafplaatsen, columbariums en crematoriums of bestemd voor begrafenislechtigheden; ».

Art. 10. Artikel 19 van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld met de woorden « op voorwaarde dat de investeringen waaraan ze zijn gerelateerd werkelijk zijn gebeurd. »

Art. 11. Artikel 20 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« Art. 20. — De werken en de studies die subsidieerbaar zijn krachtens de ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken of krachtens hoofdstuk V van de Titel V van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, alsook de werken en studies die betrekking hebben op de goederen van het onroerend erfgoed die het voorwerp zijn van een beschermingsprocedure, zijn niet subsidieerbaar krachtens deze ordonnantie. »

Art. 12. L'article 22, § 1^{er}, de la même ordonnance est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22. § 1^{er}. — Une demande d'accord de principe d'octroi de subside portant sur les investissements visés aux articles 16, 17 et 18 est recevable pour autant que les conditions suivantes soient respectées :

1° les investissements sont conformes aux dispositions prévues par la présente ordonnance, ainsi qu'aux dispositions opposables au demandeur;

2° les autorisations régionales requises préalables à l'exécution des travaux ont été obtenues. Si aucune autorisation n'est exigée, le demandeur fournit toutes les justifications nécessaires;

3° le demandeur s'engage à assurer l'entretien et la gestion du bien subsidié. A cette fin, il dresse un programme d'entretien spécifique au projet portant sur les cinq années qui suivent la réception définitive de l'ouvrage, indiquant les prévisions financières pour chaque exercice budgétaire;

4° si l'investissement porte sur un bâtiment visé à l'article 17, le demandeur doit être propriétaire ou emphytéote du bien sur lequel porte l'investissement. Il peut cependant n'en être propriétaire qu'au moment de la mise à disposition de l'ouvrage lorsque les travaux sont exécutés sur la base d'un marché de promotion qui prévoit l'acquisition d'ouvrages dès leur mise à disposition moyennant paiement d'annuités, ou au terme du marché lorsque les travaux sont exécutés sur la base d'un marché de promotion qui prévoit la location d'ouvrages suivie à terme d'un transfert de propriété;

5° le demandeur s'engage à ne pas aliéner ni modifier l'affectation du bien pour lequel il bénéficie d'un subside dans les vingt ans de l'octroi de ce dernier;

6° pour les projets relevant de la dotation triennale d'investissement, le coût total des investissements portant sur des travaux atteint un montant minimum de 75.000 EUR, TVA comprise. Ce montant peut être indexé par le Gouvernement au début de chaque triennat. Ce seuil de 75.000 EUR ne s'applique pas aux études;

7° le demandeur n'a pas obtenu de subside portant sur le même objet dans les vingt années précédant la demande;

8° elle a été approuvée, soit par le conseil communal si elle émane des demandeurs visés à l'article 4, 1°, 3° et 4°, soit par l'organe qualifié pour représenter les autres demandeurs;

9° si l'investissement porte sur un bien à acquérir, sa destination doit être conforme à celle prévue par les plans visés à l'article 13 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire. Cette conformité est attestée par la délivrance de renseignements urbanistiques par le fonctionnaire délégué conformément à l'article 174 de cette même ordonnance. Le projet de travaux accompagnant la demande d'accord de principe doit être transmis au Gouvernement dans les cent quatre-vingt jours de la date de l'acquisition;

10° la demande est introduite au plus tard cinquante jours avant la fin du triennat.

Le Gouvernement peut accepter une demande d'accord de principe d'octroi de subside ne respectant pas la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, en cas d'urgence dûment motivée par le demandeur.

Le Gouvernement peut accepter une demande d'accord de principe d'octroi de subside ne respectant pas la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 7°, pour autant que des circonstances imprévisibles et exceptionnelles justifient l'investissement.

Le Gouvernement peut accepter une demande d'accord de principe d'octroi de subside concernant des travaux à exécuter à un bien acquis ne respectant pas le délai visé à l'alinéa 1^{er}, 9°, pour autant que des circonstances particulières justifient le retard.

Art. 12. Artikel 22, § 1, van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« Art. 22. § 1. — Een aanvraag van een principiësakkoord voor de toekenning van een subsidie die van toepassing is op de investeringen bedoeld in de artikelen 16, 17 en 18 is ontvankelijk voor zover aan de volgende voorwaarden is voldaan :

1° de investeringen stemmen overeen met de bepalingen van deze ordonnantie, alsook met de beschikkingen die inroepbaar zijn tegenover de aanvrager;

2° de vereiste machtigingen van het Gewest voorafgaand aan de uitvoering van de werken zijn verkregen. Indien geen machtiging vereist is, verstrekt de aanvrager alle noodzakelijke verantwoordingsstukken;

3° de aanvrager verbindt zich ertoe in te staan voor het onderhoud en het beheer van het gesubsidieerde goed. Hiertoe stelt hij een onderhoudsprogramma op specifiek voor het project dat strekt over de vijf jaren die volgen op de definitieve oplevering van het werk, met vermelding van de financiële vooruitzichten voor elk begrotingsjaar;

4° indien de investering betrekking heeft op een gebouw bedoeld in artikel 17, dan dient de aanvrager eigenaar of erfpachter te zijn van het goed waarop de investering van toepassing is. Hij kan hiervan evenwel pas eigenaar zijn vanaf de terbeschikkingstelling van het werk als de werken zijn uitgevoerd op grond van een promotieopdracht die voorziet in de verwerving van bouwwerken vanaf hun terbeschikkingstelling mits jaarlijkse aflossingen worden betaald, of na afloop van de opdracht als de werken zijn uitgevoerd op grond van een promotieopdracht die voorziet in de verhuur van bouwwerken na het verstrijken van een eigendomsoverdracht;

5° de aanvrager verbindt zich ertoe het goed niet te vervreemden, noch de bestemming te wijzigen van het goed waarvoor hij een subsidie heeft ontvangen binnen twintig jaar nadat deze werd toegekend;

6° voor projecten waarop de driejarige investeringsdotatie van toepassing is, bereikt de totale investeringskost voor de werken een minimumbedrag van 75.000 EUR, BTW inbegrepen. Dit bedrag kan door de Regering geïndexeerd worden bij het begin van iedere driejarige periode. Deze drempel van 75.000 EUR is niet van toepassing op studies;

7° de aanvrager heeft geen subsidie ontvangen met hetzelfde voorwerp binnen de twintig jaar die de aanvraag voorafgaan;

8° de aanvraag werd goedgekeurd, hetzij door de gemeenteraad als zij afkomstig is van de aanvragers bedoeld in artikel 4, 1°, 3° en 4°, hetzij door de instelling die bevoegd is om de andere aanvragers te vertegenwoordigen;

9° indien de investering betrekking heeft op een aan te kopen goed moet de bestemming hiervan overeenstemmen met die welke vermeld staat op de plannen bedoeld in artikel 13 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening. Deze overeenstemming wordt bewezen met de uitreiking van stedenbouwkundige informatie door de gedelegeerde ambtenaar overeenkomstig artikel 174 van deze ordonnantie. Het ontwerp voor de werken dat de aanvraag van een principiësakkoord vergezelt, moet naar de Regering worden doorgestuurd binnen honderdtachtig dagen na de verwervingsdatum;

10° de aanvraag wordt ingediend uiterlijk vijftig dagen voor het einde van de driejarige periode.

De Regering kan een aanvraag van een principiësakkoord voor de toekenning van een subsidie, die niet aan de in het eerste lid bepaalde voorwaarde voldoet, aanvaarden in geval van dringende noodzakelijkheid die door de aanvrager met redenen wordt omkleed.

De Regering kan een aanvraag van een principiësakkoord voor de toekenning van een subsidie, die niet aan de in het eerste lid, 7°, bepaalde voorwaarde voldoet, aanvaarden voor zover onvoorziene en uitzonderlijke omstandigheden de investering verantwoorden.

De Regering kan een aanvraag van een principiësakkoord voor de toekenning van een subsidie met betrekking tot werken die moeten worden uitgevoerd aan een verworven goed waarvoor de termijn bedoeld in het eerste lid, 9°, niet is nageleefd, aanvaarden voor zover bijzondere omstandigheden de vertragung verantwoorden.

Le Gouvernement peut arrêter des conditions supplémentaires de recevabilité liées à :

1° la qualité des ouvrages;

2° l'introduction, dans le cadre de la procédure de mise en concurrence des travaux, de clauses obligeant les soumissionnaires à assurer la prise en charge de stagiaires ou la mise au travail de chômeurs dans le cadre de l'exécution du marché;

3° l'efficacité lumineuse et le degré d'éclairage minimums des investissements visés à l'article 16, 2°, a);

4° la performance énergétique des investissements visés à l'article 17. »

Art. 13. A l'article 24 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1) dans le troisième alinéa, la deuxième phrase est complétée par les mots : « et autorisation pour le demandeur de notifier la commande des travaux à l'adjudicataire »;

2) dans le quatrième alinéa, les mots « à dater de la notification de l'octroi du subside » sont remplacés par les mots « à dater de la réception de la décision d'octroi de subside ».

Art. 14. L'article 25, 2°, de la même ordonnance est abrogé.

Art. 15. Dans la même ordonnance, il est inséré un article 25bis rédigé comme suit :

« Art. 25bis. — Une demande d'octroi de subside relative à des travaux d'éclairage public tels que visés par les articles 16, 2°, a), ou 16, 4°, a), ou 16, 5°, de la présente ordonnance et ne figurant pas dans le programme triennal dont il est question à l'article 24bis, 2°, de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, est recevable si elle respecte les dispositions figurant à l'article 22, § 1^{er}, 1° à 10°.

Le dossier de demande d'octroi de subside relatif à ces travaux doit comprendre :

1° le projet approuvé par l'organe qualifié et qui comprend les plans, le cahier des charges et les métrés descriptifs, récapitulatifs et estimatifs;

2° une copie des autorisations régionales requises;

3° une copie certifiée conforme de la délibération du conseil communal approuvant le projet et sollicitant le subside;

4° une copie certifiée conforme de la délibération du collège des bourgmestre et échevins approuvant l'offre proposée par le gestionnaire du réseau de distribution;

5° un rapport, dont le modèle peut être arrêté par le Gouvernement, relatif à l'efficacité lumineuse des luminaires retenus. »

Art. 16. A l'article 27 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1) dans le § 1^{er}, alinéa 3, les mots « études ou » sont abrogés;

2) le § 1^{er}, alinéa 3 est complété par la phrase suivante :

« Le bénéficiaire est tenu d'avertir l'administration de la date et du lieu de la réception provisoire 15 jours avant celle-ci. »;

3) le § 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La liquidation du solde du subside sur la base du décompte provisoire clôt le dossier. »

Art. 17. L'article 27 de la même ordonnance est complété par un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. La liquidation du subside pour la réalisation d'une étude s'effectue en même temps et selon les mêmes pourcentages que la liquidation du subside pour les travaux auxquels l'étude se rapporte. »

De Regering kan bijkomende ontvankelijkheidsvoorwaarden uitvaardigen die verband houden met :

1° de kwaliteit van de bouwwerken;

2° de indiening van clausules, in het kader van de mededingingsprocedure voor de werken, die inschrijvers verplichten stagiairs ten laste te nemen of werklozen tewerk te stellen bij de uitvoering van de opdracht;

3° de minimale lichtefficiëntie en verlichtingsgraad voor de investeringen bedoeld in artikel 16, 2°, a);

4° de energiestaat van de investeringen bedoeld in artikel 17. »

Art. 13. In artikel 24 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) de tweede zin van het derde lid wordt aangevuld met de woorden « en toelating voor de aanvrager om de bestelling van de werken te betekenen aan de aannemer »;

2) in het vierde lid worden de woorden « Vanaf de datum van de kennisgeving van de toekenning van de subsidie » vervangen door de woorden « Vanaf de datum van de ontvangst van de beslissing van de toekenning van de subsidie ».

Art. 14. Artikel 25, 2°, van dezelfde ordonnantie wordt opgeheven.

Art. 15. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 25bis ingevoegd, luidende :

« Art. 25bis. — Een subsidieaanvraag voor werken aan de openbare verlichting zoals bedoeld in de artikelen 16, 2°, a), of 16, 4°, a), of 16, 5°, van deze ordonnantie en die niet begrepen zijn in het driejarige programma bedoeld in artikel 24bis, 2°, van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, is ontvankelijk indien zij voldoet aan de voorwaarden van artikel 22, § 1, 1° tot 10°.

Het dossier voor de aanvraag om toekenning van subsidies betreffende deze werken moet volgende stukken bevatten :

1° het door het bevoegde orgaan goedgekeurde project, bestaande uit de plannen, het bestek en de beschrijvende, samenvattende en ramende opmetingstaat;

2° een afschrift van de vereiste gewestelijke toelatingen;

3° een eensluitend afschrift van de gemeenteraadsbeslissing waarbij het project goedgekeurd wordt en de subsidie aangevraagd wordt;

4° een eensluitend afschrift van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen waarbij de offerte van de distributienetbeheerder goedgekeurd wordt;

5° een verslag over de lichtefficiëntie van de geselecteerde verlichting, waarvan het model door de Regering kan worden uitgevaardigd. »

Art. 16. In artikel 27 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) in § 1, derde lid, worden de woorden « van de studies of » opgeheven;

2) § 1, derde lid, wordt aangevuld met de volgende zin :

« De begunstigde is ertoe gehouden de administratie de datum en de plaats van de voorlopige oplevering mee te delen, 15 dagen vóór deze oplevering. »;

3) § 1 wordt aangevuld met een lid, luidende :

« De uitbetaling van het saldo van de subsidie op basis van de voorlopige afrekening sluit het dossier af. »

Art. 17. Artikel 27 van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende :

« § 3. B De uitbetaling van de subsidie voor de verwezenlijking van een studie vindt gelijktijdig en in dezelfde percentages plaats als de uitbetaling van de subsidie voor de werken waaraan de studie is gerelateerd. »

Art. 18. A l'article 28 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « trente pour cent » sont remplacés par les mots « cinquante pour cent »;

2° au deuxième alinéa, les mots « soixante pour cent » sont remplacés par les mots « septante pour cent » et l'alinéa est complété par les mots « ainsi que pour les investissements visés à l'article 18. »;

3° au troisième alinéa, les mots « soixante pour cent » sont remplacés par les mots « septante pour cent »;

4° le troisième alinéa est complété par un 3°, rédigé comme suit : « 3° les investissements visés à l'article 17, lorsque la performance énergétique atteint le standard passif pour les investissements relatifs à la construction de bâtiments et le standard basse énergie pour les investissements relatifs à la rénovation de bâtiments. »

Art. 19. Dans l'article 31 de la même ordonnance, la phrase « Les révisions, décomptes et avenants ne sont pas pris en considération. » est remplacée par la phrase « Les décomptes portant sur des quantités supplémentaires de postes subsidiables figurant dans l'offre approuvée sont pris en compte dans les limites du subside octroyé, tandis que les révisions et avenants ne sont pas pris en considération. »

CHAPITRE III. — Modifications à l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale

Art. 20. A l'article 24bis de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, inséré par l'ordonnance du 14 décembre 2006, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° une mission exclusive portant sur la construction, l'entretien et le renouvellement des installations d'éclairage public sur les voiries et dans les espaces publics communaux, dans le respect des prérogatives définies par l'article 135 de la Nouvelle Loi communale, selon un programme triennal établi de commun accord par chaque commune avec le gestionnaire du réseau de distribution ou suite à des demandes de travaux supplémentaires visées à l'article 26, § 9, ainsi que l'alimentation de ces installations en électricité; ».

Art. 21. L'article 26, § 9, de la même ordonnance, inséré par l'ordonnance du 14 décembre 2006, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Toutefois, les coûts relatifs à des travaux d'éclairage public, relevant de la mission définie à l'article 24bis, 2°, qui n'ont pas été inscrits dans le programme triennal dont il est question à cet article, et qui sont demandés par une commune au gestionnaire du réseau de distribution et acceptés par celui-ci, sont à charge de la commune concernée.

Les coûts relatifs à des travaux d'éclairage public, relevant de la mission définie à l'article 24bis, 2°, qui n'ont pas été inscrits dans le programme triennal dont il est question à cet article, et qui sont demandés par un pouvoir subsidiant au gestionnaire du réseau de distribution et acceptés par celui-ci, sont à charge de ce pouvoir subsidiant. »

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires

Art. 22. La présente ordonnance s'applique aux procédures de demande d'octroi de subside en cours. Toutefois :

1° l'article 8 de la présente ordonnance ne s'applique pas aux procédures de demande qui ont déjà fait l'objet d'un accord de principe d'octroi de subside;

2° l'article 18 de la présente ordonnance ne s'applique aux dossiers en cours qu'à la demande expresse du conseil communal ou de l'organe compétent pour représenter les personnes visées à l'article 4 de l'ordonnance du 16 juillet 1998. Son application est en tout cas exclue pour les dossiers qui ont déjà fait l'objet d'une décision d'octroi de subside;

Art. 18. In artikel 28 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « dertig percent » vervangen door de woorden « vijftig percent »;

2° in het tweede lid worden de woorden « zestig percent » vervangen door de woorden « zeventig percent » en het lid wordt aangevuld met de woorden « alsook voor de investeringen zoals bedoeld in artikel 18. »;

3° in het derde lid worden de woorden « zestig percent » vervangen door de woorden « zeventig percent »;

4° het derde lid wordt aangevuld met een punt 3°, luidende : « 3° de investeringen bedoeld in artikel 17 als de energieprestatie de passieve standaard bereikt bij investeringen voor de bouw van gebouwen en de standaard lage energie bij investeringen voor de renovatie van gebouwen. »

Art. 19. In artikel 31 van dezelfde ordonnantie wordt de zin « Met prijsherzieningen, afrekeningen en aanhangsels wordt geen rekening gehouden. » vervangen door de zin « Afrekeningen die betrekking hebben op bijkomende hoeveelheden subsidiëerbare posten die vervat zijn in de aangenomen offerte, worden in aanmerking genomen binnen de grenzen van de toegekende subsidie, terwijl prijsherzieningen en aanhangsels niet in overweging worden genomen. »

HOOFDSTUK III.— Wijzigingen aan de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Art. 20. In artikel 24bis van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ingevoegd door de ordonnantie van 14 december 2006, wordt de bepaling onder 2° vervangen als volgt :

« 2° een exclusieve opdracht inzake de constructie, het onderhoud en de vernieuwing van de installaties van openbare verlichting op het wegennet en in de gemeentelijke openbare ruimten, met inachtneming van de prerogatieven van de gemeenten vastgesteld in artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet, volgens een driejarig programma, opgesteld in gemeenschappelijk overleg tussen elke gemeente en de distributienetbeheerder of ten gevolge van bijkomende aanvragen voor werken bedoeld in artikel 26, § 9, alsook de elektriciteitsvoorziening voor die installaties; ».

Art. 21. Artikel 26, § 9, van dezelfde ordonnantie, ingevoegd bij de ordonnantie van 14 december 2006, wordt aangevuld met twee leden, luidende :

« De kosten betreffende openbare verlichtingswerken inzake de in artikel 24bis, 2°, gedefinieerde opdracht, die niet opgenomen zijn in het driejarig programma waarvan sprake is in dit artikel en die door een gemeente worden aangevraagd bij de distributienetbeheerder en die door deze laatste aanvaard worden, zijn ten laste van de betrokken gemeente.

De kosten betreffende openbare verlichtingswerken inzake de in artikel 24bis, 2°, gedefinieerde opdracht, die niet opgenomen zijn in het driejarig programma waarvan sprake is in dit artikel en die door een subsidiërende instantie worden aangevraagd bij de distributienetbeheerder en die door deze laatste aanvaard worden, zijn ten laste van de betrokken subsidiërende instantie. »

HOOFDSTUK IV. — Overgangsbepalingen

Art. 22. Deze ordonnantie is van toepassing op de lopende procedures betreffende de toekenningsaanvragen. Desalniettemin :

1° is artikel 8 van deze ordonnantie niet van toepassing op de aanvraagprocedures waarvoor reeds een principiële akkoord voor de toekenning van een subsidie werd verleend;

2° is artikel 18 van deze ordonnantie enkel op uitdrukkelijk verzoek van de gemeenteraad of van de instantie die bevoegd is om de rechtspersonen bedoeld in artikel 4 van de ordonnantie van 16 juli 1998 te vertegenwoordigen, van toepassing op de lopende dossiers. De toepassing ervan is alleszins uitgesloten voor dossiers waarvoor reeds beslist werd een subsidie toe te kennen;

3° l'article 19 de la présente ordonnance ne s'applique pas aux procédures de demande de subside pour lesquelles une réception provisoire a déjà eu lieu. ».

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,

Mme E. HUYTEBROECK

Notes

(1) *Documents du Parlement*

Session ordinaire 2008/2009. — A-544/1 : Proet d'ordonnance. A-544/2 : Rapport

Compte rendu intégral : Discussion et adoption : séance du vendredi 3 avril 2009.

3° is artikel 19 van deze ordonnantie niet van toepassing op de procedures betreffende een subsidieaanvraag waarvoor reeds een voorlopige oplevering heeft plaatsgevonden. »

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 30 april 2009.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,

Mevr. E. HUYTEBROECK

Nota's

(1) *Documenten van het Parlement*

Gewone zitting 2008/2009. — A-544/1 : Ontwerp van ordonnantie. — A-544/2 : Verslag

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 3 april 2009.

VLAAMSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 1619

[C - 2009/31226]

24 APRIL 2009. — Verordening nr. 09/01 tot vaststelling van de begrotingswijziging 1 en A voor het dienstjaar 2009, bekrachtigd bij collegebesluit nr. 09/211

De Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en wij, het College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De begrotingswijziging 1 — gewone dienst, ontvangsten — voor het dienstjaar 2009 wordt als volgt vastgesteld :

Omschrijving	Krediet	Verhoging/Verlaging	Nieuw krediet
Vorige dienstjaren	4.013.790,93	+ 3.986.209,07	8.000.000,00
Overboekingen	14.653.810,00	+ 1.109.482,50	15.763.292,50
Elishout - school voor voeding	3.834.000,00	+ 11.500,00	3.845.500,00
Kasterlinden	2.618.000,00	+ 20.000,00	2.638.000,00
Kasterlinden - verblijf voor jongeren	118.000,00	+ 5.000,00	123.000,00
Algemeen cultuurbeleid	3.270.000,00	+ 10.266,00	3.280.266,00
Kunsten, cultureel erfgoed en musea	502.000,00	+ 9.000,00	511.000,00
Gemeenschapscentra	782.000,00	+ 2.605,00	784.605,00
Gezondheid	178.900,00	+ 51.000,00	229.900,00
Totaal van de wijziging		+ 5.205.062,57	
Algemeen totaal van de begroting na de begrotingswijziging	138.995.195,93	+ 5.205.062,57	144.200.258,50